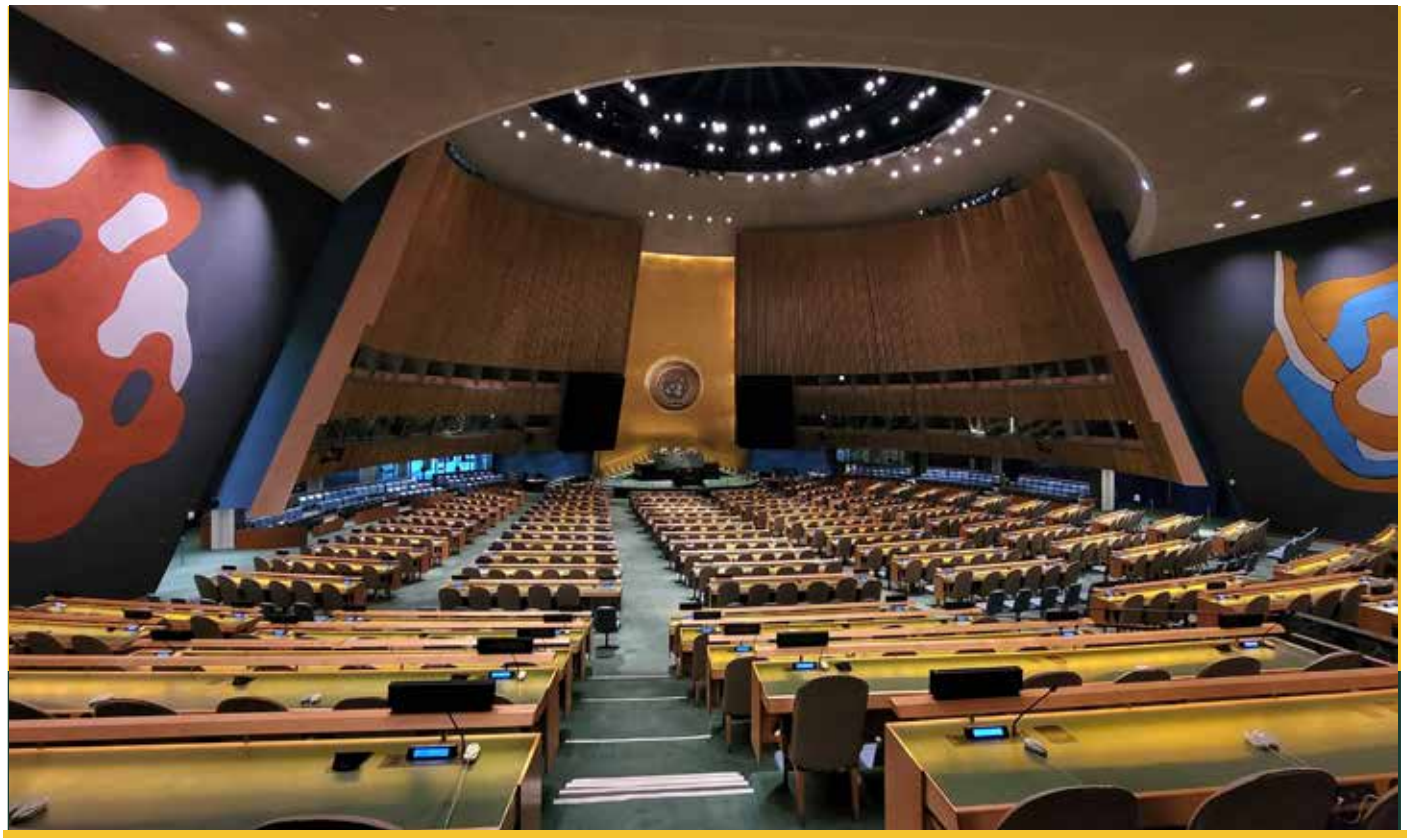
Numérique : Le gouvernement et l'AGEFAU unissent leurs forces pour moderniser l'éducation et renforcer l'employabilité des jeunes

MALI
1981
L'information est l'oxygène des temps modernes VENDREDI 24 Juillet 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



LE MONDE À L'ÂGE DES PUISSANCES : L'hégémonie occidentale s'efface sans qu'un nouvel ordre ait pris sa place



Réformes institutionnelles : Le Médiateur trace la voie, Diomaye Faye s'engage



Photovoltaïque, boulangerie, pâtisserie : 115 artisans prêts à entreprendre

Sommaire







UNE /

LE MONDE À L'ÂGE DES PUISSANCES : L'hégémonie occidentale s'efface sans qu'un nouvel ordre ait pris sa place — P 04

BRÈVES /

Réformes institutionnelles : Le Médiateur trace la voie, Diomaye Faye s'engage — P 17

Jeunesse et paix : Le CNJ-Mali échange avec le PBF — P 17

AGEFAU : Plus de 13,5 milliards de FCFA investis en un an pour accélérer la transformation numérique de l'école malienne — P 18

NUMÉRIQU'ELLES : KOMUNITAS et Plan International Mali lancent un mouvement pour un numérique plus inclusif — P 19

ACTUALITÉ /

Numérique : Le gouvernement et l'AGEFAU unissent leurs forces pour moderniser l'éducation et renforcer l'employabilité des jeunes — P 22

Note d'information : Visite de la Directrice générale de l'APEJ à Koulikoro — P 24

POLITIQUE /

CNJ-Mali–OCLEI : Une alliance pour bâtir une jeunesse intègre — P 26

Photovoltaïque, boulangerie, pâtisserie : 115 artisans prêts à entreprendre — P 28

CULTURE & SOCIETÉ /

Photovoltaïque, boulangerie, pâtisserie : 115 artisans prêts à entreprendre — P 31

INTERNATIONAL /

Bénin : Yayi Boni change de position et rejoint le Sénat — P 33

Santé en Afrique : Mahmoud Ali Youssouf salue le leadership du Ghana à l'issue du sommet d'Accra — P 34

SPORT /

Quand un roi enlace un enfant : Lamine Yamal, symbole d'une Espagne plurielle — P 36

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikle@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- Gérant : Moctar Saw
- Redacteur en Chef :
- Rédaction Générale : Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- Service Commercial : Youssouf Diarra
- Secrétariat : Fatou Sissako

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

LE MONDE À L'ÂGE DES PUISSANCES : L'hégémonie occidentale s'efface sans qu'un nouvel ordre ait pris sa place



L'Assemblée générale des Nations unies : les institutions de l'après-guerre subsistent, mais leur capacité à contenir les rivalités s'affaiblit.

Il arrive que l'histoire change d'époque sans changer immédiatement de décor.

Les institutions demeurent. Les diplomates se réunissent. Les dirigeants se photographient autour des mêmes tables. Les sommets du G7, du G20, des BRICS, de l'Union européenne ou de l'Union africaine se succèdent. Les communiqués réaffirment l'attachement à la paix, au droit international et au multilatéralisme.

Pourtant, derrière la permanence des rites, le monde a profondément changé. Les règles communes s'effacent devant les rapports de force. Les alliances deviennent conditionnelles. Les sanctions remplacent parfois les déclarations de guerre. Les technologies, les monnaies, les routes maritimes, les minerais et les systèmes de paiement sont devenus des instruments de coercition.

Nous ne vivons pas encore dans un nouvel ordre mondial. Nous vivons dans l'intervalle qui sépare deux ordres. L'ancien ne parvient plus à discipliner les puissances ; le nouveau n'a défini ni ses règles, ni ses institutions, ni ses limites.

Ce qui nous attend n'est ni le simple retour de la guerre froide ni la disparition de la mondialisation. C'est un monde d'interdépendances conflictuelles, de puissances concurrentes et de coalitions mouvantes. Un monde où les États continueront de commercer tout en se préparant à s'affronter, de négocier tout en se sanctionnant, de coopérer sur le climat tout en se disputant les technologies et les ressources.

Jamais les nations n'ont été aussi dépendantes les unes des autres, et jamais elles ne se sont autant méfiées les unes des autres.

La fin d'un monopole occidental

Depuis plusieurs siècles, l'Oc-

cident a occupé le centre du système mondial. L'Europe a d'abord imposé ses empires, ses routes commerciales, ses catégories juridiques et ses frontières. Après 1945, les États-Unis ont pris le relais, en s'appuyant sur leur puissance militaire, le rôle international du dollar, leur supériorité technologique et un réseau d'alliances sans équivalent.

Cet ordre n'a jamais été aussi universel qu'il le prétendait. Mais, après la disparition de l'Union soviétique, il sembla un temps sans rival. Certains crurent que la démocratie libérale, l'économie de marché et la mondialisation pacifiée constituaient le terme naturel de l'histoire, voire « la Fin de l'Histoire » selon le politologue américain, Francis Fuhuyama (The End of History -1989). La crise financière, les interventions militaires occidentales, la montée de la Chine, le retour de la Russie et l'affirmation politique des pays du Sud ont dissipé cette illusion.

Il ne s'agit pas d'un effondrement de l'Occident. Les États-Unis restent la première puissance stratégique ; l'Europe conserve une force économique, scientifique et culturelle considérable. Mais l'Occident a perdu le monopole de la définition du monde légitime. Il ne décide plus seul quelles guerres sont justes, quelles frontières sont inviolables, quels gouvernements doivent être sanctionnés ni quelles valeurs peuvent être présentées comme universelles.

Le monde devient ainsi multipolaire dans ses rapports de force, sans être encore multilatéral dans son fonctionnement. C'est précisément cette dissociation qui rend la période actuelle si instable.

L'Amérique veut rester au centre

Le déclin américain est régulièrement annoncé. Il serait pourtant imprudent de confondre l'érosion d'une hégémonie avec la disparition d'une puissance. Les États-Unis disposent toujours d'une force militaire projetable sur tous les continents, d'un vaste marché intérieur, d'une capacité exceptionnelle d'innovation, de la première place dans la finance mondiale et d'un réseau d'alliances allant de l'Europe à l'Asie.

Mais Washington a changé de posture. Il ne souhaite plus assumer seul le coût de l'ordre qu'il a construit. Il demande à ses alliés de contribuer davantage à leur défense et utilise plus ouvertement son marché, sa monnaie, ses technologies et ses sanctions comme moyens de pression. Le libre-échange, autrefois érigé en doctrine universelle, est désormais subordonné à la sécurité nationale.

L'Amérique ne se retire donc pas du monde : elle redéfinit les conditions de sa présence. Elle entend rester la puissance indispensable, mais non plus nécessairement la puissance désintéressée. Ses alliances deviennent plus transactionnelles ; sa protection, plus conditionnelle. Cette évolution inquiète ses adversaires autant que ses partenaires, car un ordre dominé par les États-Unis pouvait être contesté, mais il demeurait relativement prévisible.

La Chine, puissance du temps long

La Chine représente le seul concurrent capable de défier les États-Unis sur plusieurs terrains simultanément : industrie, commerce, technologies, infrastructures, finance et diplomatie. Sa force tient moins à la seule taille de son économie qu'à sa maîtrise d'un appareil productif presque complet.

Pékin a compris avant beaucoup d'autres que la puissance du XXIe siècle ne résiderait pas uniquement dans la possession d'armes, mais dans le contrôle des chaînes de valeur. Produire ce dont les autres ne peuvent se passer constitue une forme de pouvoir aussi efficace qu'une flotte militaire.

La Chine ne cherche pas nécessairement à administrer le monde selon le modèle américain. Elle préfère transformer progressivement l'environnement international afin qu'aucune puissance ne puisse plus lui imposer seule ses décisions. Elle finance des infrastructures, développe ses propres institutions financières, consolide ses relations avec les pays émergents et encourage l'usage de monnaies alternatives dans certains échanges.

Sa progression comporte cependant des fragilités : vieillissement démographique, déséquilibres immobiliers, dette locale, dépendance à certaines technologies avancées et inquiétude de nombreux voisins. La rivalité sino-américaine ne reproduira donc pas exactement la guerre froide. Les deux économies

restent profondément imbriquées. Leur affrontement sera celui d'une interdépendance hostile : chacun cherchera à réduire sa dépendance tout en préservant celle de l'autre.

La Russie : puissance nucléaire, économie de guerre

La Russie ne possède ni la puissance industrielle de la Chine ni la force financière des États-Unis. Elle conserve toutefois un arsenal nucléaire, une profondeur territoriale, des ressources énergétiques et une industrie de défense qui lui assurent un poids stratégique sans commune mesure avec son produit intérieur brut.

Au début de 2026, les neuf États dotés de l'arme nucléaire possédaient environ 12 187 ogives. Quelque 4 012 étaient déployées avec des missiles ou des aéronefs, et entre 2 100 et 2 200 maintenues en état d'alerte opérationnelle élevée. La Russie et les États-Unis détenaient encore environ 83 % des ogives constituant les stocks militaires utilisables.

Cette masse nucléaire garantit à Moscou qu'aucune défaite conventionnelle ne pourra être envisagée sans que plane le risque d'une escalade ultime. Mais la dissuasion ne supprime pas les contraintes de la guerre longue. L'économie russe a d'abord donné l'image d'une étonnante résistance : commandes militaires, réorientation des exportations vers l'Asie, mobilisation du crédit et contournement partiel des sanctions. Cette résistance devient plus coûteuse.

Les six premiers arsenaux nucléaires estimés — janvier 2026

Rang	Puissance	Ogives estimées
1	Russie	≈ 5 460
2	États-Unis	≈ 5 180
3	Chine	≈ 620
4	France	≈ 370*
5	Royaume-Uni	≈ 225
6	Inde	≈ 180

* La France a annoncé en mars 2026 une augmentation de son arsenal et ne communique plus officiellement son volume. Les chiffres sont des estimations ouvertes.

La production militaire aspire les ingénieurs, les capitaux et la main-d'œuvre au détriment des activités civiles. Les tensions sur les prix, les taux d'intérêt et les finances publiques se renforcent. Surtout, la guerre revient désormais vers le cœur économique de la Russie. Les frappes ukrainiennes en profondeur visent raffineries, dépôts, ports et infrastructures logistiques. En juillet 2026, plus des deux tiers des entités fédérées russes avaient signalé des restrictions publiques ou privées sur les ventes d'essence et de diesel ; l'intensification des frappes depuis la fin mai avait réduit la production d'essence d'environ un quart.

L'objectif ukrainien n'est pas seulement de détruire des installations. Il consiste à imposer au Kremlin un arbitrage de plus en plus douloureux entre l'approvisionnement du marché intérieur, les besoins du front, les exportations et les recettes budgétaires. La Russie peut encore soutenir la guerre. La question décisive est celle du prix économique, social et politique qu'elle devra payer pour la prolonger.

L'Europe découvre sa fragilité stratégique

L'Europe s'était construite sur une conviction : la guerre entre grandes puissances appartenait au passé. Elle avait confié l'essentiel de sa sécurité aux États-Unis, réduit ses budgets militaires et misé sur le commerce, le droit et l'intégration économique.

La guerre en Ukraine, l'incertitude américaine, la dépendance énergétique et la rivalité technologique l'obligent désormais à redécouvrir la puissance. Elle se réarme, protège davantage certaines industries et parle de souveraineté stratégique. Mais l'Union européenne reste divisée par les intérêts natio-

naux, les conceptions divergentes de la menace et l'absence d'une véritable volonté politique commune en matière de défense.

Elle possède les moyens économiques d'être une puissance ; elle ne possède pas encore l'unité stratégique permettant de les transformer en influence. Son avenir dépendra de sa capacité à répondre à une question simple : veut-elle rester un grand marché protégé par d'autres, ou devenir un acteur géopolitique capable d'assumer le coût de sa sécurité ?

Le Moyen-Orient, ou la mondialisation prise à la gorge

Le Moyen-Orient est redevenu ce qu'il n'a jamais tout à fait cessé d'être : l'endroit où une confrontation régionale peut, en quelques jours, bouleverser les équilibres de l'économie mondiale. La guerre opposant l'Iran aux États-Unis et à Israël ne se limite pas à trois États. Elle se déploie dans un espace traversé par la question palestinienne, les rivalités entre puissances régionales et des réseaux armés capables de frapper au Liban, en Irak, en Syrie, au Yémen et jusque dans les monarchies du Golfe.

Elle met surtout en jeu deux artères vitales : le détroit d'Ormuz et le détroit de Bab el-Mandeb. Il n'est pas nécessaire de les fermer totalement pour provoquer un choc mondial. Il suffit de ralentir les navires, de faire grimper les primes d'assurance, d'endommager quelques installations et d'obliger les transporteurs à emprunter des routes plus longues.

Au 22 juillet 2026, le Brent a brièvement dépassé 95 dollars le baril avant de clôturer autour de 94 dollars, son plus haut niveau depuis six semaines. Le FMI, dont les hypothèses de juillet reposaient sur des données de marché antérieures à la nouvelle escalade, retenait déjà un prix moyen du pétrole de 89 dollars pour 2026. Il projetait une croissance mondiale limitée à 3 % cette année et une inflation globale portée à 4,7 %, marquant l'arrêt du mouvement de désinflation engagé depuis 2024.

Indicateur	Prévision / Niveau	Date de référence
Brent	94,07 $/baril à la clôture	22 juillet 2026
Croissance mondiale FMI	3,0 %	2026
Inflation mondiale FMI	4,7 %	2026
Scénario sévère Banque mondiale	Croissance 1,3 % ; inflation 4,5 %	Conflit ≥ 6 mois

La nouvelle détérioration rend même ces prévisions fragiles. Le 22 juillet, l'économiste en chef, Indermit Gill, de la Banque mondiale avertissait qu'un conflit prolongé pendant six mois ou davantage pourrait ramener la baisse de la croissance mondiale jusqu'à 1,3 % et l'inflation à 4,5 %. Près de 40 % des pays à revenu faible ou intermédiaire se trouvaient déjà en situation de surendettement ou à haut risque de surendettement.

Le pétrole n'est que le premier cercle du choc. Le gaz, les transports, les assurances maritimes, les engrais et les aliments suivent. Une frappe dans le Golfe peut devenir, quelques semaines plus tard, une hausse du prix du pain à Bamako, du transport à Dakar, de l'électricité en Europe et des taux d'intérêt dans les pays les plus endettés.

Le conflit affaiblit également le régime de non-prolifération. Il peut convaincre certains États qu'une capacité nucléaire réelle ou virtuelle constitue la seule assurance contre une intervention extérieure. C'est le cas de l'Arabie Saoudite, qui vient de trouver un accord avec les Etats-Unis pour l'enrichement de son uranium. Il accentue enfin la fracture politique entre l'Occident et une grande partie du monde non occidental, convaincue que le droit international demeure appliqué selon la hiérarchie des alliances.

Le commerce devient une arme

On annonce souvent la fin de la mondialisation. Le monde ne cesse pourtant pas d'échanger ; il échange autrement. Durant plusieurs décennies, les entreprises avaient organisé leur production selon une logique simple : fabriquer au moindre coût. La stabili-



té géopolitique était considérée comme acquise.

Désormais, États et entreprises s'interrogent sur la nationalité d'un fournisseur, la sécurité d'un port, la fiabilité politique d'un partenaire, l'éventualité d'une sanction ou la disponibilité d'une ressource en temps de crise. L'objectif n'est plus seulement l'efficacité, mais la résilience.

Opération navale dans le détroit d'Ormuz, avril 2026. La sécurité énergétique mondiale dépend toujours de quelques passages maritimes vulnérables.

Les sanctions financières, le contrôle des exportations, les barrières douanières et les restrictions technologiques forment une zone intermédiaire entre la paix et la guerre. Ils permettent de frapper une économie sans envoyer d'armée. Mais l'usage répété de ces instruments pousse les autres acteurs à créer des circuits parallèles, à diversifier leurs monnaies et à réduire leur vulnérabilité. La mondialisation devient moins ouverte, plus coûteuse, plus fragmentée et plus politique.

Le « Sud global » n'existe pas comme bloc

La notion de « Sud global » traduit une réalité : une large partie du monde refuse que l'ordre international continue d'être défini exclusivement par les puissances occidentales. Mais elle recouvre des pays trop différents pour former un ensemble cohérent.

L'Inde se rapproche des États-Unis dans certains domaines tout en entretenant des relations étroites avec la Russie. Le Brésil défend une plus grande autonomie du Sud sans rompre avec l'Occident. Les monarchies du Golfe achètent des armes américaines, coopèrent avec la Chine et négocient avec Moscou. La Turquie appartient à l'Alliance atlantique tout en menant une politique indépendante.

Ce qui les rassemble n'est pas un projet commun de société, mais le refus de l'alignement automatique. Un nouveau non-alignement apparaît : moins idéologique que celui de Bandung, plus transactionnel, sectoriel et réversible. Les puissances intermédiaires veulent conserver le droit de négocier dossier par dossier. Dans un système fragmenté, les États capables de parler à tous acquièrent une valeur supérieure à leur poids économique.

L'Afrique, nouveau centre de convoitise

L'Afrique sera l'un des principaux terrains de la compétition mondiale. Elle rassemble une population jeune, des ressources minières essentielles, un potentiel énergétique considérable, des terres agricoles, des marchés numériques en expansion et des positions géographiques majeures sur les routes

commerciales.

La Chine y construit des infrastructures ; la Russie développe des partenariats sécuritaires ; la Turquie multiplie les accords économiques et militaires ; les pays du Golfe investissent dans les ports, l'agriculture et l'énergie ; les États-Unis et l'Europe cherchent à sécuriser leur accès aux minerais stratégiques.



Cette concurrence offre des possibilités de diversification, mais elle comporte un danger : voir l'Afrique redevenir l'espace où les autres projettent leurs rivalités. Posséder du lithium, du cuivre, du cobalt, du graphite ou du manganèse ne suffit pas à produire de la puissance. Si le continent exporte les minerais bruts et importe les batteries, les véhicules et les équipements, il reproduira les dépendances du passé.

La véritable souveraineté ne réside pas dans le sous-sol. Elle réside dans la capacité à transformer, à financer, à transporter, à former et à innover. Chaque contrat minier ou énergétique devrait donc être évalué non seulement selon les recettes immédiates, mais selon les capacités durables qu'il crée : infrastructures, industrie locale, compétences, accès à l'énergie et transfert technologique.

L'Afrique risque de manquer la révolution de l'intelligence artificielle

La compétition mondiale se déplace vers les données, les algorithmes et la puissance de calcul. L'intelligence artificielle pourrait transformer la médecine, l'éducation, l'agriculture, les transports, l'administration et la défense. Mais elle constitue aussi un formidable instrument de concentration de la puissance.

Les économies à revenu élevé accueillent 77 % de la capacité mondiale de centres de données en colocation. Les pays à revenu intermédiaire supérieur en détiennent 18 %, ceux à revenu intermédiaire inférieur 5 %, et les pays à faible revenu moins de 0,1 %. Autrement dit, les pays les plus pauvres du monde sont presque absents de l'infrastructure matérielle sur laquelle repose la révolution de l'IA.

Le fossé ne se limite pas aux serveurs. Les pays riches concentrent 87 % des modèles d'IA considérés comme remarquables, 86 % des jeunes entreprises du secteur et 91 % du capital-risque, alors qu'ils ne représentent que 17 % de la population mondiale. Dans les pays à faible revenu, seulement 27 % de la population utilise Internet et moins de 5 % possède des compétences numériques de base.

Pour l'Afrique, le danger n'est donc pas seulement de consommer tardivement les innovations conçues ailleurs. Il est de manquer le moment où se répartissent les infrastructures, les compétences et les capacités industrielles qui détermineront les rapports de puissance des prochaines décennies.

Le continent possède pourtant certains atouts : une population jeune, une demande numérique croissante, des ressources minières et un potentiel solaire et hydroélectrique considérable. Mais un centre de données exige une électricité continue, compétitive et propre, des réseaux de fibre redondants, une sécurité juridique, des compétences spécialisées et une échelle de marché suffisante. Aucun de ces défis ne peut être relevé durablement dans la seule logique de petits marchés nationaux.

Sans stratégie commune, l'Afrique risque de reproduire dans le numérique le rôle qui lui fut assigné dans l'économie minière : fournir

le cobalt des batteries, le cuivre des câbles, le soleil qui alimente les serveurs et les données de centaines de millions d'utilisateurs, sans posséder les modèles qui en extraient la valeur.

L'intelligence artificielle repose sur une infrastructure très matérielle : électricité, fibres optiques, processeurs et centres de données.

Pays à faible revenu : moins de 0,1 % de la capacité mondiale de centres de données, contre 77 % pour les pays à revenu élevé.

Le Sahel face au risque de l'enfermement

Le Sahel illustre avec une intensité particulière les contradictions du nouvel ordre mondial. La région est confrontée à l'insécurité, à la faiblesse des services publics, au changement climatique, à la croissance démographique et à la fragmentation des espaces économiques.

Le recul de l'influence française et occidentale a ouvert la voie à de nouveaux partenariats, notamment avec la Russie. Cette diversification peut répondre à une volonté légitime de souveraineté. Mais remplacer une dépendance par une autre ne produit pas l'autonomie stratégique.

Aucune puissance extérieure ne pourra durablement sécuriser le Sahel à la place des États sahéliens, comme l'aurait laisser entendre Sergei Labrov, le Ministre des Affaires Etrangères de Russie, le 8 juillet dernier à Niamey. Les partenaires peuvent fournir des armes, du renseignement et des formations ; ils ne peuvent se substituer aux armées nationales, restaurer la confiance entre les populations et les institutions, rendre la justice crédible, reconstruire l'école ou créer des emplois. Le risque pour le Sahel est celui d'une guerre longue où l'urgence sécuritaire absorbe toutes les ressources et reporte indéfiniment les réformes.

Le climat, multiplicateur de désordre

À ces rivalités s'ajoute une crise qui ne respecte aucune frontière : le dérèglement climatique. Il ne crée pas à lui seul les guerres ; il aggrave les fragilités existantes. Une sécheresse devient explosive lorsqu'elle frappe une société pauvre, divisée et mal administrée. Une pénurie d'eau devient un conflit lorsqu'aucune institution ne permet de la gérer.

Le Sahel, la Corne de l'Afrique, l'Asie du Sud et le Moyen-Orient figurent parmi les régions les plus exposées. Les migrations climatiques exerceront une pression croissante sur les villes, les frontières et les systèmes sociaux. Les États riches chercheront à se protéger ; les pays vulnérables supporteront une part disproportionnée du coût.

Le monde consacre des sommes croissantes au réarmement tandis que l'adaptation climatique demeure sous-financée. Cette contradiction révèle l'une des impasses de notre époque : l'humanité dépense davantage pour se préparer aux conséquences du désordre que pour prévenir les causes qui l'alimentent.

Ce qui nous attend

Les prochaines années ne déboucheront probablement pas sur un ordre mondial clair. Le scénario le plus vraisemblable est celui d'une instabilité prolongée.

La guerre mondiale n'est pas inévitable. Les grandes puissances connaissent le prix d'un affrontement direct, surtout à l'ère nucléaire. Mais le risque d'escalade involontaire augmente : incident maritime, cyberattaque mal attribuée, frappe franchissant une ligne rouge, blocus ou effondrement soudain d'un cessez-le-feu.

Les guerres seront souvent longues et inachevées. Les négociations pourront suspendre les combats sans résoudre leurs causes. Le réarmement se poursuivra, réduisant les marges budgétaires disponibles pour la santé, l'éducation, la transition énergétique et la protection sociale. Les tensions commerciales s'aggraveront autour des technologies, de l'énergie, de l'alimentation et des minerais critiques.

Le monde sera moins gouverné par des règles générales que par une multiplication de coalitions temporaires, d'accords sectoriels

et de rapports de force. Ce système favorisera les pays capables de penser à long terme, de diversifier leurs partenariats et d'investir dans leurs propres capacités. Il pénalisera ceux qui resteront dépendants d'un nombre très réduit de fournisseurs, d'une seule puissance, d'une seule ressource ou d'une seule route commerciale.

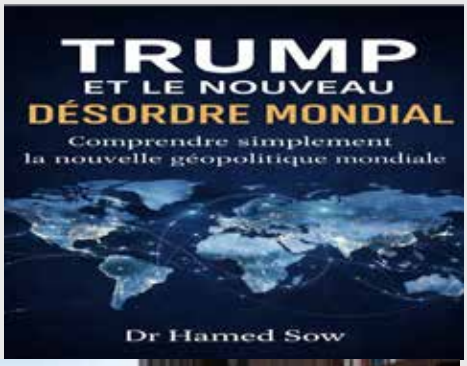
Le temps de la souveraineté coopérative

Face à ce monde fragmenté, deux tentations apparaissent : rechercher la protection permanente d'une grande puissance, ou se replier derrière ses frontières au nom d'une souveraineté absolue. Aucune de ces voies n'est réaliste. La dépendance expose au changement des intérêts du protecteur ; l'isolement prive des ressources, des technologies et des marchés nécessaires au développement.

Il faut donc concevoir une souveraineté coopérative. Être souverain ne signifie pas tout produire seul, mais être capable de choisir ses dépendances, d'éviter qu'elles ne deviennent irréversibles et de conserver plusieurs options.

Pour l'Afrique, cette doctrine pourrait fonder un nouveau non-alignement. Il ne s'agirait plus de maintenir une distance égale entre toutes les puissances, mais d'évaluer chaque partenariat selon une question essentielle : augmente-t-il ou réduit-il nos capacités d'action futures ? Le véritable critère n'est pas la nationalité du partenaire ; c'est la nature de la relation.

Ne pas laisser les autres écrire notre avenir





Le monde entre dans une période plus dure. Les puissances se réarment, les rivalités technologiques s'intensifient, les conflits se prolongent, les sociétés se ferment et la peur devient un instrument politique.

Mais l'avenir n'est pas écrit. Les périodes de transition sont aussi des périodes d'ouverture. Lorsque les anciennes hiérarchies vacillent, de nouveaux acteurs peuvent émerger, à condition de disposer d'une vision, d'institutions solides et d'une capacité de négociation.

L'Afrique ne doit pas se demander quelle grande puissance dominera le monde de demain. Elle doit se demander quelle place elle veut y occuper. Sera-t-elle seulement un réservoir de minerais, de terres, de marchés, de données et de voix diplomatiques ? Ou deviendra-t-elle un ensemble capable de produire, de transformer, de financer et de définir ses propres priorités ?

Le monde qui vient ne sera pas nécessairement plus juste parce qu'il sera moins occidental. La multipolarité peut libérer les nations ; elle peut aussi livrer les plus faibles à la concurrence des empires.

Dans cet interrègne, aucune puissance ne détient encore la victoire. Toutes cherchent à gagner du temps, à réduire leurs vulnérabilités et à façonner les règles futures. L'enjeu pour l'Afrique n'est pas de choisir le vainqueur. Il est de ne plus être le butin.

Dr. Hamed Sow

(*) Dr. Hamed Sow : expert international

- ***Diplômé de l'Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires de Saclay (France)***
- ***Docteur en Economie de la Production – Université de Paris IX- Dauphine (France)***
- ***Ancien Directeur Général du CDE (ACP-UE) Bruxelles***
- ***Ancien Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau du Mali***
- ***Ancien Conseiller spécial du Président de la République du Mali***
- ***Chevalier de l'Ordre National du Mérite du Mali***

- Ministère des Transports et des Infrastructures Mali

INFO MTI ~ Annonce

Rappel : Vous pourrez suivre ce mardi 21 juillet 2026 une émission spéciale Gwelekan de ORTM1 qui porte sur la reprise des travaux de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nossombougou.

Les invités sont :

-Almeimoune ALI, Direction générale des Routes ;

-Mahamadou OUOLOGUEM, Directeur national de l'Urbanisme et de l'Habitat ;

-Oumarou TOGO, Maire de la Commune I du District ;

-Diakaridia KONATE, Agent Chargé d'expédier les affaires courantes de la mairie de Dialakorodji.

Spéciale Gwelekan, diffusion prévue ce soir juste après le journal télévisé de 20 heures de ORTM1.

#MTI #ORTM



- Mamadou Thierno Sow

J'ai eu l'honneur de prendre part, à New York aux Etats-Unis, à la Réunion internationale de haut niveau sur la sécurité routière, organisée par les Nations Unies. La rencontre de portée mondiale offre une occasion privilégiée d'échanger sur les meilleures pratiques et de renforcer l'engagement collectif en faveur d'une mobilité plus sûre. Aujourd'hui, la sécurité routière est reconnue comme un investissement stratégique et non comme une simple dépense publique. Chaque accident évité, c'est une vie sauvée, un handicap prévenu, une famille préservée et des pertes économiques évitées. A l'inverse, les accidents de la circulation représentent un lourd fardeau pour les Etats : coûts de santé, pertes de productivité, dommages matériels, contentieux et profondes conséquences sociales pour les familles. L'expérience internationale démontre que les progrès les plus durables sont réalisés par les pays qui ont su garantir un financement stable, prévisible et pérenne, tout en renforçant les capacités des institutions et de l'ensemble des acteurs impliqués.

La sécurité routière n'est ni l'affaire exclusive de l'État, ni celle des seuls usagers de la route. Elle est une responsabilité collective, qui exige une gouvernance concertée, des ressources durables et l'engagement constant de tous.

Parce que chaque acteur a un rôle à jouer, chaque vie sauvée est une victoire.

Outre Madame le Ministre des Transports et des Infrastructures, la mission malienne comprend la Chargée de mission et le Directeur général de l'ANASER.



- TÉLÉ MALI

INPS : Au total, 500 agents ont été titularisés après vérification de l'authenticité de leurs diplômes et à l'issue d'une période d'essai jugée satisfaisante.

Parallèlement, 48 personnes ont été licenciées pour usage de faux diplômes, tandis que 114 décisions de recrutement ont été abrogées en raison de la non-prise de service.

Le nouveau Directeur général poursuit ainsi sa politique d'assainissement de l'institution, avec pour objectif de renforcer la transparence, la rigueur et la crédibilité de la gestion des ressources humaines.

Aziz Maiga ne ment pas



- Aziz Maïga ne ment pas

Selon plusieurs médias tels que le « The daily-Beast » : Des discussions internes porteraient sur d'éventuelles frappes contre le GSIM (JNIM), affilié à Al-Qaïda, en raison de la détérioration de la situation sécuritaire au Mali.

L'administration américaine serait divisée sur cette option, certains responsables y étant favorables tandis que d'autres privilégieraient d'autres approches.

En parallèle, Washington semble chercher à renouer le dialogue avec les autorités maliennes après plusieurs années de relations tendues.

Aziz Maïga ne ment pas



- Team VIP 223

Le prince de la kora Sidiki Diabaté en compagnie de Monsieur Cessé Komé, patron des Hôtels Radisson Blu Abidjan et Mali



- Gouvernement du Mali

#CIGMA #INFO | libération des emprises routières : l'opération de démolition débute à Banconi-Dialakorodji-Safo

Bamako, le 22 juillet 2026

L'opération de démolition des habitations situées dans l'emprise du projet routier Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou a démarré ce mercredi 22 juillet 2026.

C'était sous l'œil vigilant d'une délégation des ministères en charge des Infrastructures, des Domaines et de l'Urbanisme, ainsi que les forces de l'ordre mobilisées à cet effet.

Cette opération de libération des emprises de la route avait été annoncée le samedi 18 juillet 2026, lors de la visite des membres du Gouvernement et des représentants des collectivités territoriales.

Interrogé sur l'importance de cette action, le représentant de la Direction générale des Routes, M. Almeimoune ALI a déclaré que l'occupation des emprises des travaux constituait la principale cause du blocage dans la réalisation de cet important projet routier. Pour lui, cette libération est plus que nécessaire pour la réalisation correcte des travaux envisagés.

Le Directeur national de l'Urbanisme, qui s'est aussi exprimé lors de cette visite de supervision, a déclaré que cette opération de démolition concerne 573 habitations.

Selon lui, 430 propriétaires ont signé les procès-verbaux d'entente relatifs aux indemnisations avec la commission nationale d'indemnisation.

Monsieur Mahamadou OUOLOGUEM poursuit que 144 ont déjà perçu leurs indemnités, évalué à plus d'un (01) milliard de francs CFA.

Il a invité les autres propriétaires à venir signer les procès verbaux afin d'être indemnisé.





- Association of African Universities

«Digital transformation is not about digitising university processes; it is about transforming how institutions create value.»

Prof. Frederick Ato Armah, Director of Research & Programs at the #AAU, opened the Executive Leadership Workshop by highlighting the importance of Quality 4.0 (a framework for ensuring that digital transformation remains measurable, sustainable, and aligned with institutional strategy) and strategic digital transformation in building future-ready universities.

#AAU #DigitalTransformation #Quality4 #HigherEducation



- EUCAP Sahel Mali

Formation en gestion de patrouille et interaction publique

EUCAP a soutenu une formation sur la gestion des patrouilles et l'interaction publique afin de renforcer les compétences des agents de la Police nationale dans la gestion des patrouilles et des contrôles des véhicules dans le respect des principes de sécurité, d'efficacité et des droits des citoyens. La formation a également permis d'échanger sur les meilleures pratiques et a contribué à renforcer la confiance et la coopération entre la police et la population.



- Macky Actu

L'accueil traditionnelle réservé à Djiréye Clotilde Coly, ministre de la jeunesse et des sports à son arrivée à Ziguinchor

La fille digne Joola avec des principes

#MackySall #ONU



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

Réformes institutionnelles : Le Médiateur trace la voie, Diomaye Faye s'engage



Le Président de la République du Sénégal, Bassirou Diomaye Faye, a reçu, ce mercredi, le rapport annuel 2025 du Médiateur de la République, Demba Kandji, à l'occasion d'une cérémonie mettant en lumière le rôle central de cette institution dans le renforcement de la démocratie et de l'État de droit.

En recevant officiellement le document, le Chef de l'État a souligné que cet exercice dépasse largement une simple obligation institutionnelle. Selon lui, il témoigne de la consolidation des institutions démocratiques sénégalaises et de la confiance accordée aux mécanismes alternatifs de règlement des différends, notamment la médiation, profondément ancrée dans les traditions africaines de dialogue et de concertation.

Le Président Diomaye Faye a salué la qualité des propositions formulées par le Médiateur au cours de l'année écoulée. Le rapport contient 26 recommandations, dont plusieurs portent sur des réformes majeures. Parmi celles-ci figurent le redimensionnement des missions du Conseil constitutionnel ainsi que l'ouverture aux citoyens d'un recours direct pour le contrôle de constitutionnalité des lois. D'autres recommandations concernent l'amélioration des conditions de détention, notamment la suppression des fouilles jugées intrusives et la réduction de la surpopulation carcérale.

Le Médiateur de la République a également exprimé sa reconnaissance au Chef de l'État pour les avancées réalisées en faveur des enfants à besoins spécifiques. Grâce aux investissements consentis dans les soins spécialisés et l'éducation adaptée, de nombreuses familles n'envisagent plus l'exil pour offrir une prise en charge à leurs enfants.

Le Président a, par ailleurs, encouragé le renforcement du rayonnement international de l'institution. Dakar accueillera du 21 au 23 octobre 2026 une conférence internationale sur la protection des lanceurs d'alerte, un domaine dans lequel le Sénégal fait figure de pionnier en Afrique francophone.

Concluant son intervention, Bassirou Diomaye Faye a réaffirmé sa volonté de poursuivre les réformes destinées à renforcer les droits des citoyens. « Au-delà des textes, c'est la confiance du citoyen en son État que votre mission contribue, chaque jour, à raffermir », a-t-il déclaré au Médiateur, réaffirmant ainsi son attachement à une gouvernance fondée sur la transparence, la justice et le service public.

Arouna Sidibé

Jeunesse et paix : Le CNJ-Mali échange avec le PBF



Le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali) poursuit ses efforts pour renforcer la participation des jeunes aux processus de paix et de développement. Dans cette dynamique, l'organisation a reçu, mardi dernier à son siège, le Coordinateur par intérim du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF), Kissima Sylla, à l'occasion d'une visite d'échanges consacrée aux perspectives de coopération entre les deux institutions.

Cette rencontre a permis d'instaurer un dialogue ouvert sur les préoccupations, les attentes et les aspirations de la jeunesse malienne. Les discussions ont porté sur les moyens de renforcer l'implication des jeunes dans les initiatives de consolidation de la paix, de prévention des conflits et de développement durable, dans un contexte où la jeunesse représente un acteur incontournable de la stabilité du pays.

Au cours des échanges, Kissima Sylla a présenté les missions du Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix, ses principaux domaines d'intervention ainsi que les différents projets actuellement soutenus en faveur des jeunes au Mali. Il a également mis en avant les nouvelles opportunités offertes par le Secrétariat du PBF afin d'accompagner les initiatives portées par les organisations de jeunesse.

En retour, le président et le secrétaire général du CNJ-Mali ont exposé la vision de leur institution, ses principales réalisations, les programmes en cours ainsi que ses perspectives de développement. Une présentation saluée par le représentant du PBF, qui a exprimé sa satisfaction face au dynamisme et à l'engagement du Conseil National de la Jeunesse au service des jeunes Maliens.

À l'issue de la rencontre, les deux parties ont convenu de renforcer leur collaboration autour de projets communs destinés à promouvoir l'engagement citoyen des jeunes, la prévention des conflits et la consolidation d'une paix durable, en cohérence avec les orientations des autorités de la Transition.

Le CNJ-Mali a remercié Kissima Sylla pour cette démarche de concertation et d'écoute, estimant qu'elle traduit une volonté réelle d'associer davantage la jeunesse aux processus de décision. L'organisation a réaffirmé sa disponibilité à soutenir toutes les initiatives visant à faire des jeunes des acteurs de premier plan dans la construction d'un Mali uni, stable, résilient et prospère.

Fatou Sissoko

AGEFAU : Plus de 13,5 milliards de FCFA investis en un an pour accélérer la transformation numérique de l'école malienne



L'Agence de Gestion du Fonds d'Accès Universel (AGEFAU) franchit un cap majeur dans la promotion du numérique au Mali. À l'occasion de la cérémonie de signature de conventions entre l'Agence et les ministères en charge de l'Éducation nationale ainsi que de l'Entrepreneuriat, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, tenue le mercredi 22 juillet 2026 à la Primature, des chiffres illustrant l'ampleur des investissements réalisés ont été dévoilés.

Selon les données présentées, l'AGEFAU a mobilisé plus de 13,5 milliards de francs CFA entre 2025 et 2026 pour soutenir le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les établissements scolaires. Cette performance

contraste avec les 3,7 milliards de francs CFA investis entre 2018 et 2024, témoignant d'une accélération significative des efforts en faveur de la transformation numérique du système éducatif malien.

Cette dynamique est portée par la Direction générale de l'AGEFAU, dirigée par Balobo Cissé, avec un Conseil d'administration présidé par le Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga. Les ressources mobilisées permettent de financer la création de centres d'accès universel, l'installation de Cases Wi-Fi, l'acquisition d'équipements informatiques modernes ainsi que le renforcement des infrastructures numériques dans les établissements publics.

Au-delà des investissements déjà réalisés, l'Agence affiche une ambition nationale : connecter l'ensemble des établissements publics d'enseignement secondaire, technique et professionnel du Mali d'ici à la fin de l'année 2027. Cet objectif s'inscrit dans la volonté des autorités de faire du numérique un levier de modernisation de l'éducation, de réduction de la fracture numérique et d'amélioration de la qualité des apprentissages.

La signature des nouvelles conventions avec les deux départements ministériels vient renforcer cette stratégie. Elle ouvre la voie à une coopération accrue pour développer les compétences numériques des élèves, des enseignants et des jeunes en formation professionnelle.

À travers ces investissements sans précédent, l'AGEFAU confirme son rôle de moteur de la transformation numérique du système éducatif malien et contribue à préparer une génération mieux armée pour relever les défis de l'économie numérique et du marché de l'emploi de demain.

Yacouba Ongoiba

NUMÉRIQU'ELLES : KOMUNITAS et Plan International Mali lancent un mouvement pour un numérique plus inclusif

L'initiative NUMÉRIQU'ELLES, portée par KOMUNITAS – Le Réseau des Blogueurs du Mali avec l'appui de Plan International Mali, marque une nouvelle étape dans la promotion du leadership féminin et de la sécurité des femmes dans l'espace numérique. Organisée du 12 au 16 juillet 2026, cette formation a réuni de jeunes femmes venues de Bamako, Kita, Bougouni, Bla et Dioïla autour des enjeux du numérique, de la lutte contre la désinformation et de la défense des droits des femmes en ligne.

Le projet est né en 2024, à l'occasion de la Journée internationale de la fille. À cette date, Korotoumou Diarra, alors Directrice Pays d'un jour de Plan International Mali, avait découvert les actions menées par KOMUNITAS en faveur de la lutte contre la désinformation et de la promotion d'un espace numérique plus sûr pour les femmes. Séduite par cette vision, elle a facilité une rencontre avec le Directeur Pays de Plan International Mali, ouvrant ainsi la voie à un partenariat qui a permis de concrétiser l'initiative.

Pendant cinq jours, les participantes ont bénéficié d'un encadrement assuré par des formatrices, panélistes et professionnelles reconnues, qui ont accepté d'apporter bénévolement leur expertise au projet. Cette mobilisation a permis de renforcer les compétences des jeunes femmes en matière d'utilisation responsable du numérique, de leadership et de communication.

Au terme de la formation, les participantes ont élaboré un plaidoyer destiné au ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Ce document vise à encourager l'adoption de mesures favorisant un environnement numérique plus sûr, plus inclusif et respectueux des droits des femmes.

Les responsables de KOMUNITAS ont salué l'engagement de Plan International Mali ainsi que la mobilisation de l'ensemble des intervenantes et participantes. Pour eux, NUMÉRIQU'ELLES dépasse le cadre d'un simple projet de formation. L'initiative se veut le point de départ d'un mouvement durable en faveur de l'autonomisation des femmes dans le numérique et de leur pleine participation à la transformation digitale du Mali.

Fatou Sissoko


KOMUNITAS
PLAN
Jusqu'à l'égalité
NUMERIQU'ELLES

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Numérique : Le gouvernement et l'AGEFAU unissent leurs forces pour moderniser l'éducation et renforcer l'employabilité des jeunes



Le gouvernement malien franchit une nouvelle étape dans sa politique de transformation numérique. Sous la présidence du Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga, deux conventions de partenariat ont été signées, ce mercredi 22 juillet 2026 à la Primature, entre l'Agence de Gestion du Fonds d'Accès Universel (AGEFAU) et les ministères en charge de l'Éducation nationale ainsi que de l'Entrepreneuriat, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Ces accords, conclus pour une durée de quatre ans renouvelable, traduisent la volonté des autorités de faire du numérique un moteur de développement, conformément à la vision du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta.

La première convention, signée avec le ministère de l'Éducation nationale, vise à accélérer le développement du numérique éducatif à travers la création et l'équipement de Centres d'Accès Universel, l'installation de Cases Wi-Fi et la mise en place d'infrastructures technologiques dans les établissements publics. Elle prévoit également un appui à l'excellence scolaire grâce à la dotation en matériel informatique des meilleurs élèves, afin de favoriser l'égalité des chances et de préparer les apprenants aux exigences de la société numérique.

La seconde convention, conclue avec le ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, ambitionne de renforcer les compétences numériques des jeunes et d'améliorer leur employabilité. Elle prévoit la construction ou la réhabilitation de centres de formation, l'acquisition d'équipements modernes ainsi que l'organisation de sessions de renforcement de capacités destinées aux diplômés,



aux demandeurs d'emploi et aux personnes en reconversion professionnelle.

Prenant la parole au cours de la cérémonie, le Directeur général de l'AGEFAU, Balobo Cissé, a rappelé que la lutte contre l'analphabétisme numérique constitue aujourd'hui une priorité stratégique. Selon lui, « l'intégration des technologies de l'information et de la communication n'est plus une option, mais une nécessité ». Il a souligné que l'Agence a déjà investi plus de 17 milliards de francs CFA dans le secteur de l'éducation depuis sa création, notamment à travers la construction de centres d'accès universel et leur équipement en matériels informatiques. Il a également annoncé un objectif ambitieux : connecter, d'ici la fin de l'année 2027, l'ensemble des établissements d'enseignement secondaire, technique et professionnel du Mali.

Les deux ministres signataires ont salué cette initiative, qu'ils considèrent comme un investissement stratégique pour l'avenir du pays. La ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Oumou Sall Seck, a estimé que cette convention permettra de mieux adapter les formations aux besoins du marché du travail, tout en donnant à la jeunesse malienne les compétences numériques indispensables à son insertion professionnelle.

De son côté, le ministre de l'Éducation nationale, Dr Amadou Sy Savané, a souligné que ce partenariat offrira de nouvelles perspectives pour le système éducatif. Il favorisera, selon lui, une meilleure connectivité des établissements, un accès accru aux ressources pédagogiques numériques ainsi que le développement d'outils modernes de gestion scolaire. « L'administration éducative gagnera en efficacité et en transparence. Notre objectif est de préparer la jeunesse aux exigences du numérique », a-t-il affirmé.

La cérémonie, qui s'est déroulée en présence de plusieurs membres du Gouvernement ainsi que du ministre Directeur de Cabinet du Premier ministre, marque une nouvelle étape dans le déploiement équitable des infrastructures et services numériques sur l'ensemble du territoire national. À travers ces partenariats, les autorités entendent faire du numérique un véritable levier de modernisation de l'administration, d'amélioration de la qualité de l'enseignement et de création d'opportunités d'emploi pour les jeunes, contribuant ainsi au développement économique et social du Mali.

Fatou Sissoko

Note d'information : Visite de la Directrice générale de l'APEJ à Koulikoro



La Directrice générale de l'Agence pour la Promotion de l'emploi des jeunes, Madame Coulibaly Maria Sangaré, a effectué ce mercredi 22 juillet une visite de prise de contact auprès des autorités régionales de la région de Koulikoro.

Sur place, elle a été successivement reçue par le Gouverneur de région, le Colonel El Hadj Lamine Kapory Sanogo et le Conseil régional. Elle a également eu des échanges avec l'équipe de la Coordination régionale de l'APEJ.

Avec le Gouverneur de région, il a été essentiellement question de la pertinence toujours factuelle de la mission et des activités de l'APEJ dans la région, du fonctionnement du comité régional de pilotage du stage de formation professionnelle, des contraintes budgétaires de la structure depuis la suppression de la taxe emploi-jeune en 2018 et des difficultés de fonctionnement de la Coordination régionale. Le Chef de l'exécutif régional s'est dit particulièrement conscient des défis de la jeunesse et s'est engagé à faire tout ce qui est possible afin d'accompagner, dans un esprit de complémentarité, les structures régionales vers des résultats toujours plus palpables au profit de la population.

Au Conseil régional, la délégation a été accueillie par M. Adama Fomba, deuxième vice-président dudit conseil, accompagné de l'ensemble du staff technique et des responsables de certains projets et programmes partenaires de l'APEJ et placés sous le pilotage de la collectivité. Les échanges ont porté sur le renforcement de la synergie d'actions, l'implication du Conseil régional dans les projets œuvrant dans le terroir de la région afin de capaciter davantage les acteurs et affiner l'identification et le ciblage des bénéficiaires, etc. Depuis quelques mois, l'APEJ, le Conseil



régional et d'autres acteurs travaillent en synergie pour la mise en œuvre du Projet Fier 2 qui apporte actuellement un financement à plus de 450 jeunes de la région et du projet « Chinfinw Ka Baara Sira » lancé en juin 2025 par Madame le ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle Oumou Sall Seck et qui vise à faciliter l'accès des jeunes à des formations professionnelles adaptées aux réalités du marché du travail. Au terme des échanges, une ancienne bénéficiaire de l'APEJ a présenté à la Directrice générale quelques articles de son entreprise créée à la suite d'une formation en techniques de saponification.

Afin avec le personnel de la Coordination, les activités en cours ont été passées en revue ainsi que la projection des perspectives nonobstant les difficultés rationnellement identifiées : insécurité, financements, délestages entre autres. Nonobstant cette situation, la Coordination apporte sa contribution aux activités régionales et effectue des tâches de suivi auprès des partenaires et des bénéficiaires des composantes financements et stages du Programme emploi jeune (PEJ). Madame Coulibaly Maria Sangaré n'a pas manqué d'inviter ses collaborateurs à l'esprit d'initiative et d'anticipation, à développer la prospection tout azimut en assurant efficacement le service dû aux usagers.

Créée par la Loi N° 03-31 AN/RM du 25 août 2003, modifiée par la loi n°2014-068/AN-RM du 31 décembre 2014, l'APEJ est un Établissement Public à caractère Administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière et placé sous la tutelle du Ministre en charge de l'Emploi. Organe d'exécution du Programme Emploi-Jeunes (PEJ), l'APEJ a pour missions de concourir à la création d'emplois pour les jeunes en milieux rural et urbain, diplômés ou non, notamment en facilitant l'accès au marché du travail et au crédit. Le groupe cible de l'APEJ est constitué de jeunes (hommes et femmes) âgés de 15 à 40 ans y compris ceux de la diaspora. L'objectif de développement de l'APEJ est de contribuer au développement économique et social du pays à travers la mise en œuvre de la politique nationale de l'emploi et de la politique nationale de la formation professionnelle en offrant aux jeunes maliens âgés de 15 à 40 ans des opportunités d'emploi dans les différents secteurs d'activité économique à travers l'emploi salarié ou l'auto-emploi.

CICOM APEJ

CNJ-Mali–OCLEI : Une alliance pour bâtir une jeunesse intègre



À l'occasion de la Journée africaine de lutte contre la corruption, édition 2026, le Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ-Mali) et l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI) ont uni leurs efforts pour sensibiliser les jeunes aux enjeux de l'intégrité, de la transparence et de la bonne gouvernance. Les deux institutions ont organisé un atelier de sensibilisation destiné à renforcer le rôle de la jeunesse dans la prévention de la corruption et la promotion des valeurs citoyennes.

La rencontre a réuni les membres du Bureau exécutif national du CNJ-Mali, des représentants des organisations de jeunesse affiliées, des délégués des communes du District de Bamako, des localités environnantes ainsi que du cercle de Kati. Cette forte mobilisation témoigne de l'intérêt grandissant des jeunes pour les questions liées à la gouvernance publique et à la lutte contre les pratiques qui freinent le développement économique et social du pays.

La conférence principale a été animée par le Professeur Iba N'Diaye, qui a développé les principaux enjeux de la lutte contre la corruption. Son intervention a mis en lumière l'importance de l'intégrité, de la transparence, de la redevabilité et de l'éthique dans la gestion des affaires publiques. Il a également insisté sur le rôle essentiel que doivent jouer les jeunes dans la prévention des comportements illicites, estimant que leur engagement constitue un levier indispensable pour bâtir une société plus juste et plus responsable.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par les allocutions du président du CNJ-Mali et du représentant du président de l'OCLEI. Le responsable du Conseil National de la Jeunesse a réaffirmé la détermination de son organisation



à soutenir toutes les initiatives nationales visant à promouvoir l'intégrité et la bonne gouvernance. Il a rappelé que la jeunesse représente une force de proposition et d'action capable de contribuer efficacement à la transformation du Mali.

De son côté, le représentant de l'OCLEI a salué la mobilisation des participants ainsi que la qualité du partenariat établi avec le CNJ-Mali. Selon lui, la sensibilisation des jeunes constitue un axe stratégique dans la lutte contre la corruption, car elle permet d'ancrer dès aujourd'hui une culture de probité et de responsabilité au sein des futures générations de décideurs.

Au cours des échanges, le CNJ-Mali a également réaffirmé sa disponibilité à accompagner l'OCLEI dans la redynamisation et l'extension des Clubs CHIC sur l'ensemble du territoire national. Ces clubs ont pour vocation de promouvoir les valeurs d'intégrité, de citoyenneté et de responsabilité auprès des jeunes, tout en les impliquant activement dans les actions de prévention de la corruption.

À travers cette initiative, le CNJ-Mali et l'OCLEI entendent faire de la jeunesse un acteur incontournable de la gouvernance vertueuse. En misant sur la sensibilisation, la formation et l'engagement citoyen, les deux institutions souhaitent contribuer à l'émergence d'une nouvelle génération attachée aux principes de transparence, d'éthique et de redevabilité.

Le message porté à l'issue de cette journée est sans équivoque : la lutte contre la corruption est l'affaire de tous, et la jeunesse malienne est appelée à jouer un rôle de premier plan dans la construction d'un Mali fort, juste, prospère et résolument engagé sur la voie de la bonne gouvernance.

Karamoko B Keita

Photovoltaïque, boulangerie, pâtisserie : 115 artisans prêts à entreprendre



Le gouvernement malien poursuit sa politique de promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat à travers un soutien accru aux artisans. Le mardi 21 juillet 2026, la ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Oumou Sall Seck, a présidé une cérémonie de remise de kits d'auto-emploi dans les métiers du photovoltaïque ainsi que d'attestations de formation en boulangerie et pâtisserie au profit de 115 artisans de l'Assemblée Permanente des Chambres des Métiers du Mali (APCMM).

Cette initiative, fruit d'un partenariat entre l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et l'APCMM, vise à renforcer l'autonomie économique des bénéficiaires en leur offrant les moyens de s'installer immédiatement à leur propre compte après leur formation.

La cérémonie a réuni plusieurs personnalités, notamment le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mamou Daffé, les responsables de l'ANPE et de l'APCMM, ainsi que de nombreux artisans bénéficiaires.

Dans son allocution, Oumou Sall Seck a souligné que cette remise d'équipements dépasse le simple cadre d'un appui matériel. Selon elle, elle traduit une vision ambitieuse d'un Mali qui investit dans les compétences de ses citoyens et fait de l'entrepreneuriat un moteur de croissance économique et de création d'emplois.

La ministre a rappelé que l'artisanat demeure l'un des principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois au Mali. En soutenant les artisans, le gouvernement entend renforcer le tissu économique national, favoriser la création de richesses et



contribuer durablement à la lutte contre le chômage, notamment celui des jeunes.

Elle a également inscrit cette action dans la dynamique des réformes engagées sous l'impulsion du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, et sous la conduite du Premier ministre, le Général de Division Abdoulaye Maïga. Dans cette perspective, son département concentre désormais ses interventions sur des filières à fort potentiel de création d'emplois, telles que le photovoltaïque, la transformation agroalimentaire et les activités génératrices de revenus.

« Aujourd'hui, former ne suffit plus. Il faut permettre aux bénéficiaires de s'installer immédiatement à leur propre compte, de produire, d'innover et de vivre dignement de leur métier. C'est tout le sens des kits d'auto-emploi que nous vous remettons aujourd'hui », a déclaré la ministre.

Pour sa part, le ministre Mamou Daffé a salué le leadership de sa collègue ainsi que la qualité du partenariat entre l'ANPE et l'APCMM. Il a estimé que cette initiative contribue à valoriser les métiers artisanaux tout en offrant de nouvelles perspectives d'insertion économique aux jeunes et aux artisans.

Le président de l'APCMM, Mamadou Minkoro Traoré, a rappelé que le renforcement des capacités techniques et entrepreneuriales des artisans constitue un levier essentiel pour faire de l'artisanat un véritable moteur de croissance économique. Selon lui, l'accompagnement des autorités traduit leur volonté de professionnaliser davantage le secteur.

Au nom des bénéficiaires, Youssouf Diané a exprimé sa gratitude envers les deux ministres, l'ANPE et l'APCMM pour les formations dispensées et les équipements reçus. Il s'est engagé à faire un usage responsable des kits afin de développer des activités rentables et de contribuer à la création d'emplois.

À travers cette initiative, le gouvernement confirme sa volonté de transformer les compétences acquises en véritables opportunités économiques. En misant sur la formation, l'équipement et l'accompagnement des artisans, il entend promouvoir un entrepreneuriat durable, créateur de richesse et d'emplois, au service du développement économique et social du Mali.

Fatou Sissoko

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Sikoroni : Un mariage qui divise une famille



Le mariage d'un retraité de 72 ans avec une jeune femme de 28 ans suscite une vive controverse dans le quartier de Sikoroni, à Bamako. Cette union, célébrée alors que l'intéressé est déjà marié à deux épouses et père de onze enfants, a provoqué de profondes tensions au sein de sa famille et alimente les discussions dans le voisinage.

Ancien fonctionnaire d'une institution internationale, M. D. revendique son droit de contracter un nouveau mariage, estimant que sa décision est conforme aux dispositions de la religion musulmane. Selon ses proches, il affirme être en mesure d'assurer un traitement équitable entre ses épouses et considère que personne ne peut lui interdire ce choix tant qu'il en a les capacités.

Cette décision est toutefois loin de faire l'unanimité. Plusieurs de ses enfants lui reprochent de compromettre l'avenir du patrimoine familial, tandis que ses deux premières épouses disent avoir été mises devant le fait accompli et dénoncent un manque de considération.

Les tensions auraient rapidement dégénéré en disputes répétées au sein de la concession familiale, au point de nécessiter, à plusieurs reprises, l'intervention de voisins pour calmer les esprits.

Selon les informations rapportées par l'entourage, un incident particulièrement grave serait survenu lorsque la seconde épouse aurait tenté de s'en prendre à son mari pendant qu'il dormait. La présence fortuite de leur fille de dix ans aurait interrompu son geste, évitant ainsi un drame. Ces faits, largement relayés dans le quartier, n'ont toutefois pas fait l'objet d'une confirmation officielle des autorités.

Au-delà de cette affaire familiale, ce fait divers relance le débat sur la polygamie, la gestion du patrimoine, les droits des différentes épouses et les conséquences que peuvent entraîner de nouvelles unions contractées à un âge avancé. Il met également en lumière les défis auxquels sont confrontées certaines familles lorsqu'elles doivent concilier convictions religieuses, équilibres familiaux et intérêts patrimoniaux.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Bénin : Yayi Boni change de position et rejoint le Sénat



L'ancien président béninois Yayi Boni a annoncé sa décision d'exercer son droit de siéger au Sénat, conformément aux dispositions de l'article 113-3 de la Constitution. Dans un message adressé à ses compatriotes, l'ex-chef de l'État explique avoir revu sa position initiale à la lumière de l'évolution du contexte politique national.

Lors des débats sur le projet de révision constitutionnelle instituant le Sénat, Yayi Boni s'était publiquement opposé à cette nouvelle institution, affirmant qu'il n'envisageait pas d'y siéger. Toutefois, après l'adoption et la promulgation de la loi, il estime que les nouvelles réalités politiques imposent une réévaluation de son choix.

L'ancien président souligne que le Bénin évolue désormais dans un contexte marqué par un Parlement dominé par une seule majorité politique et par une réduction des espaces de dialogue entre les acteurs nationaux. Selon lui, cette situation rend indispensable l'existence d'un cadre susceptible de favoriser les échanges démocratiques et le débat d'idées.

Dans son message, Yayi Boni réaffirme son attachement aux principes qui ont toujours guidé son engagement politique. Il cite notamment le respect des droits de l'homme, la protection des libertés fondamentales, la libération des prisonniers politiques, le retour des exilés, le renforcement de l'unité nationale, la sécurité, la défense du territoire, le dialogue et la consolidation de la démocratie.

Estimant que le Sénat peut devenir un espace de concertation au service de l'intérêt général, il annonce qu'il exercera son mandat de sénateur afin de « porter la voix et les attentes du peuple ». Il précise toutefois qu'il ne s'agit pas d'une démarche personnelle, mais de l'exercice d'un droit que lui confère la Constitution.

En conclusion, Yayi Boni appelle les Béninois à poursuivre leurs prières et leurs efforts en faveur de la paix, de la justice, de la sécurité et de la démocratie, tout en exprimant son souhait de contribuer, avec les autres sénateurs, à faire de cette nouvelle institution « un vase d'honneur pour les intérêts du peuple ».

Arouna Sidibé

Santé en Afrique : Mahmoud Ali Youssouf salue le leadership du Ghana à l'issue du sommet d'Accra



En marge du Sommet de l'Union africaine consacré au financement durable de la santé, à la fabrication locale de produits médicaux et à la recherche en santé, le président de la Commission de l'Union africaine, Mahmoud Ali Youssouf, a été reçu à la Jubilee House par le président ghanéen John Dramani Mahama. Cette rencontre a permis aux deux responsables de réaffirmer leur engagement commun en faveur du renforcement de l'autonomie sanitaire du continent.

Au cours des échanges, le président Mahama a renouvelé l'engagement du Ghana à soutenir la mise en œuvre des recommandations issues du Sommet d'Accra. Il a exprimé l'espoir que l'ensemble des États membres de l'Union africaine traduisent rapidement les décisions adoptées en actions concrètes afin d'accélérer le développement des systèmes de santé africains.

Le chef de l'État ghanéen a souligné que la Déclaration d'Accra s'inscrit pleinement dans la vision de l'Union africaine visant à renforcer la souveraineté sanitaire du continent. Celle-ci met l'accent sur le développement de la production locale de médicaments, de vaccins et d'outils de diagnostic, afin de réduire la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des importations et de mieux répondre aux crises sanitaires futures.

John Dramani Mahama a également présenté les efforts entrepris par son pays pour moderniser son système national de santé et élargir l'accès des populations à des soins de santé primaires de qualité. Il a, en outre, remercié la Commission de l'Union africaine pour son appui à l'initiative ghanéenne sur la justice réparatrice portée devant l'Assemblée générale des Nations Unies, laquelle a obtenu le soutien de la majorité des États membres de l'ONU.

Pour sa part, Mahmoud Ali Youssouf a salué le leadership du Ghana dans le domaine de la santé publique et remercié les autorités ghanéennes pour l'accueil réservé aux délégations participantes. Il a enfin appelé les États membres à relever ensemble les défis du continent dans un esprit de solidarité, de dialogue et de coopération, afin de bâtir une Afrique plus résiliente et plus autonome sur le plan sanitaire.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Quand un roi enlace un enfant : Lamine Yamal, symbole d'une Espagne plurielle



La victoire de l'Espagne a offert bien plus qu'un trophée. À Berlin, au terme de la finale, une image a marqué les esprits : le roi Felipe VI descendant sur la pelouse pour enlacer Lamine Yamal, le plus jeune héros de la sélection espagnole. Ce geste, d'une grande simplicité, est devenu un puissant symbole d'unité, d'intégration et d'appartenance.

À seulement 16 ans, Lamine Yamal incarne une Espagne moderne et multiculturelle. Né dans le quartier populaire de Rocafonda, à Mataró, il est le fils d'un père marocain originaire de Larache et d'une mère équato-guinéenne de Bata. Fier de ses racines, il célèbre ses buts en formant avec ses doigts le nombre « 304 », en référence au code postal de son quartier, et arbore sur ses crampons les drapeaux de l'Espagne, du Maroc et de la Guinée équatoriale. Musulman pratiquant, il observe également le ramadan, sans jamais renoncer à son engagement sportif.

En choisissant d'embrasser ce jeune prodige devant le monde entier, le souverain espagnol a envoyé un message fort : l'identité nationale ne se résume ni aux origines ni à la religion, mais se construit autour du mérite, du talent et du sentiment d'appartenance. Sans prononcer un seul mot, Felipe VI a rappelé que l'Espagne reconnaît comme l'un des siens ce jeune joueur qui défend avec fierté les couleurs nationales.

Cette scène contraste avec les discours identitaires qui gagnent du terrain dans plusieurs pays européens, où l'immigration est parfois présentée comme une menace. À Berlin, le roi a opposé à ces divisions un geste d'humanité et de confiance.

Au-delà du football, cette accolade restera comme l'image d'une nation capable de rassembler autour de ses enfants, quelles que soient leurs origines. Un moment qui rappelle que le sport peut être un formidable vecteur de cohésion sociale et d'espérance.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com